

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/137

9 mai 2000

(00-1882)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DE HONG KONG, CHINE

Réexamen de l'annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II

Première réunion, 29-30 mai 2000

Questions de Hong Kong, Chine (sur les services allant jusqu'aux services de distribution)

La délégation de Hong Kong, Chine a fait parvenir au Secrétariat le document ci-après, en demandant qu'il soit distribué aux membres du Conseil du commerce des services.

1. Les objectifs de Hong Kong, Chine (HKC) pour le réexamen des exemptions de l'obligation NPF sont au nombre de quatre:

- a) améliorer la *clarté* des exemptions en vigueur;
- b) accroître leur *transparence*;
- c) examiner leur *nécessité*; et
- d) examiner leur *conformité avec les obligations dans le cadre de l'OMC/de l'AGCS*.

I. QUESTIONS GÉNÉRALES

2. On remarque dans la liste établie par le Secrétariat (job n° 1551) que certains Membres ont inscrit dans leur liste des exemptions NPF qui semblent leur permettre d'accorder *un traitement moins favorable* et, en tout état de cause, moins favorable que celui qui figure dans leurs listes respectives d'engagements spécifiques. À notre avis, cette pratique n'est pas conforme aux principes convenus pour l'établissement des listes. Nous souhaiterions que les Membres intéressés nous indiquent les raisons de ces exemptions, qui sont les suivantes:

- États-Unis (engagements horizontaux concernant les mesures fiscales, page 30), Turquie (services fournis aux entreprises – services professionnels, page 36), Australie (audiovisuel, deuxième entrée, page 45) et CE (audiovisuel, troisième entrée, page 55).

3. On remarque que certains Membres n'ont pas rempli la cinquième colonne intitulée "Conditions qui rendent l'exemption nécessaire". Aux fins de transparence, nous aimerions que les Membres intéressés donnent les renseignements nécessaires. Les exemptions sont les suivantes:

- Venezuela (services professionnels, page 37; télécommunications, page 44; audiovisuel, pages 71 à 73; et distribution, page 75).

II. QUESTIONS SUR LES ENGAGEMENTS HORIZONTAUX

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

4. Un certain nombre d'exemptions de l'obligation NPF inscrites dans les listes sont rendues nécessaires par certains accords relatifs à la ***promotion et à la protection des investissements étrangers***. Or, l'article II de l'AGCS ne porte que sur "toutes les mesures couvertes par le présent accord". À notre avis, les mesures qui visent uniquement la promotion et la protection des investissements sortent du champ d'application actuel de l'AGCS. Dans ces conditions, les exemptions en question doivent-elles figurer dans les listes? Ces exemptions sont maintenues par les Membres suivants:

- Canada (page 3), Chili (page 3), Costa Rica (page 3), Koweït (page 14), Pologne (page 19), Singapour (page 20), Trinité-et-Tobago (page 23) et Uruguay (page 33).

5. Certains Membres appliquent des exemptions concernant le ***mouvement des personnes physiques*** afin de donner effet à un (des) accord(s) conclu(s) avec d'autres pays. Nous aimerions savoir si ces exemptions peuvent relever de l'article Vbis de l'AGCS et, dans la négative, si les Membres intéressés seraient disposés à envisager de conclure un accord répondant aux prescriptions dudit article. Des exemptions de ce genre en matière de mobilité de la main-d'œuvre sont maintenues par les Membres suivants:

- Autriche (page 2), CE (page 9, deuxième entrée) et Suède (page 22).

6. Nous constatons que certains Membres ont conclu avec les pays voisins des ***accords régionaux*** au titre desquels ils maintiennent des mesures dans le cadre d'une exemption de l'obligation NPF. Nous aimerions savoir si une zone commerciale régionale a été créée en pareil cas et, dans l'affirmative, si les exemptions peuvent relever de l'article V de l'AGCS. Des exemptions de ce type sont maintenues par les Membres suivants:

- El Salvador (page 7), Panama (page 17, deuxième entrée), Îles Salomon (page 21) et Émirats arabes unis (page 26).

B. QUESTIONS SPÉCIFIQUES

7. **CE (page 8, deuxième entrée):** Les CE peuvent-elles indiquer si tous leurs pays membres appliquent de la même façon cette disposition concernant les propriétés immobilières? Prière d'expliquer pourquoi cette mesure est souhaitable sur le plan de la politique générale.

8. **CE (page 10):** À des fins de clarté, nous aimerions savoir quels sont les pays du bassin méditerranéen qui sont visés et quel est le calendrier de leur intégration économique.

9. **Guatemala (pages 11 et 12):** Dans la deuxième colonne du tableau, le Guatemala n'indique que le titre des traités/de la législation. À des fins de transparence, nous aimerions avoir la description des mesures censées être incompatibles avec la clause NPF.

10. **Liechtenstein (page 15, première entrée):** Le Liechtenstein pourrait-il indiquer la justification économique de cette disposition?

11. **Panama (page 17, troisième entrée):** Avec la rétrocession du canal de Panama, la condition qui a rendu cette exemption nécessaire existe-t-elle encore?

12. **Thaïlande (page 23):** Nous aimerions savoir si actuellement seuls les citoyens et sociétés américains bénéficient effectivement du traitement national, et pourquoi cette mesure demeure nécessaire.

13. **Turquie (page 26, deuxième entrée):** La Turquie pourrait-elle expliquer à quoi s'applique la mesure concernant les droits consulaires, et pourquoi elle nécessite une exemption?

III. QUESTIONS SUR LES SECTEURS

1. Services fournis aux entreprises

a) Services professionnels

14. **République dominicaine (pages 35 et 36):** Nous aimerions savoir si sont applicables à l'exercice des professions indiquées (services juridiques; services d'audit et services comptables; services de dentistes, physiothérapeutes, médecins, personnel paramédical et infirmier; et services d'architecture et d'ingénierie) des conditions autres que la réciprocité, par exemple en matière de qualifications professionnelles, etc. Par ailleurs, les "architectes et ingénieurs" doivent-ils bien figurer dans la rubrique "services juridiques"?

b) Autres services fournis aux entreprises

15. **Nouvelle-Zélande (page 39):** Prière d'expliquer pourquoi les critères d'admission pour les services d'interprétation sont fondés sur la nationalité et non sur la compétence.

2. Services de communication

a) Services de télécommunication

16. Bien que les Membres aient adopté en 1997 un point convenu concernant les taxes de répartition dans les télécommunications, plusieurs Membres ont inscrit dans leur liste des exemptions correspondant à la fixation de taxes différentes pour les divers exploitants/pays en vertu d'accords correspondants (Bangladesh, Inde, Pakistan, Sri Lanka et Turquie, pages 40 à 43). Nous aimerions savoir si ces exemptions seront levées lorsqu'une solution satisfaisante aura été donnée à la question des taxes de répartition au cours du réexamen de ces taxes par le Conseil du commerce des services.

b) Services audiovisuels

17. On constate que certains Membres (essentiellement les CE) maintiennent des exemptions en vertu des dispositions de certains accords/conventions (MEDIA, EURIMAGES, Directive n° 89/552 de la CE concernant la télévision et convention sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe) qui prévoient des préférences liées à des critères d'origine particuliers. Par souci de transparence, les Membres intéressés pourraient-ils donner des précisions sur ces critères?

18. **CE (page 57, troisième entrée):** Nous aimerions savoir si le plafond de 49 pour cent du capital et des droits de vote est applicable dans tous les pays des CE comme il l'est en Italie. Prière d'expliquer pourquoi cette pratique est souhaitable sur le plan de la politique générale.

3. Services de distribution

19. **Liechtenstein, Suisse (pages 74 et 75):** Nous constatons que ces deux Membres ont inscrit dans leur liste des exemptions relatives à la délivrance de permis de travail. Étant donné que ces exemptions visent à donner effet à certaines dispositions de l'AELE, nous nous demandons si les mesures ainsi adoptées relèvent déjà de l'article V et par conséquent s'il est nécessaire de les inscrire dans la liste.

20. Hong Kong, Chine aimerait qu'il soit répondu par écrit aux questions susmentionnées avant la session du réexamen concernant l'obligation NPF, afin de faciliter les délibérations.
